



LE CENTRE D'EXCELLENCE
sur les systèmes ESEC

CENTRE OF EXCELLENCE
for CRVS Systems

APERÇU

DES SYSTÈMES D'ENREGISTREMENT ET DE STATISTIQUES DE L'ÉTAT CIVIL DE LA

RÉPUBLIQUE DE GUINÉE-BISSAU



CEA

Information sur le programme

Au sujet du Centre d'excellence sur les systèmes ESEC

Hébergé au Centre de recherches pour le développement international (CRDI), le Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC) est un centre international de savoir et de ressources qui appuie activement les efforts nationaux visant à élaborer des systèmes ESEC efficaces et intégrés. Le Centre collabore avec des organisations et des experts, afin de faciliter l'accès à l'information et à l'expertise, notamment aux normes, aux outils, aux données de recherche et aux bonnes pratiques à l'échelle mondiale.

Le Centre d'excellence a été créé grâce à la contribution financière d'Affaires mondiales Canada et du CRDI, et apporte lui-même une contribution directe au travail du Mécanisme de financement mondial, une importante plateforme de financement de la Stratégie mondiale pour la santé de la femme, de l'enfant et de l'adolescent du Secrétaire général des Nations Unies.

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI)

Dans le cadre des activités du Canada dans les secteurs des affaires étrangères et du développement, le CRDI investit dans le savoir, l'innovation et les solutions afin d'améliorer les conditions de vie dans les pays en développement. Le CRDI collabore avec de nombreuses parties prenantes, notamment des organisations de la société civile, des instituts de recherche sur les politiques publiques, des organismes régionaux et des services gouvernementaux afin d'encourager la croissance, de réduire la pauvreté et de susciter des changements positifs à grande échelle.

Publié par le Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC), hébergé au Centre de recherches pour le développement international (CRDI), en partenariat avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CENUA). Ce document a été rédigé par Hosea Mitala pour le Centre d'excellence et la CENUA.

Centre de recherches pour le développement international
CP 8500
Ottawa (Ontario) Canada
Courriel : esec@crdi.ca
www.systemesESEC.ca

© Centre de recherches pour le développement international 2021

Cette publication a été rendue possible grâce au soutien technique et financier du Centre de recherches pour le développement international (CRDI). Les opinions qui y sont exprimées ne représentent pas nécessairement celles de l'Organisation des Nations Unies, du CRDI ou de son Conseil des gouverneurs.

Veuillez visiter systemesESEC.ca/apercus-de-pays pour voir la version la plus récente de ce profil ou pour consulter les profils publiés d'autres pays.



Table des matières

Information sur le programme	ii
Introduction	2
Bref profil du pays	2
Ampleur des systèmes ESEC	3
Système d'enregistrement des faits d'état civil	4
Cadre législatif	4
Gestion, organisation et fonctionnement	4
Système de statistiques de l'état civil	8
Statistiques de l'état civil	8
Causes de décès	8
Numérisation	10
Informatisation	10
Interaction avec les autres secteurs et activités	10
Initiatives d'amélioration et soutien externe	11
Plan d'amélioration et budget	11
Soutien des partenaires du développement	12
Conclusion	14
Ressources	15
Sites web	15
Documents supplémentaires	15
Notes	16

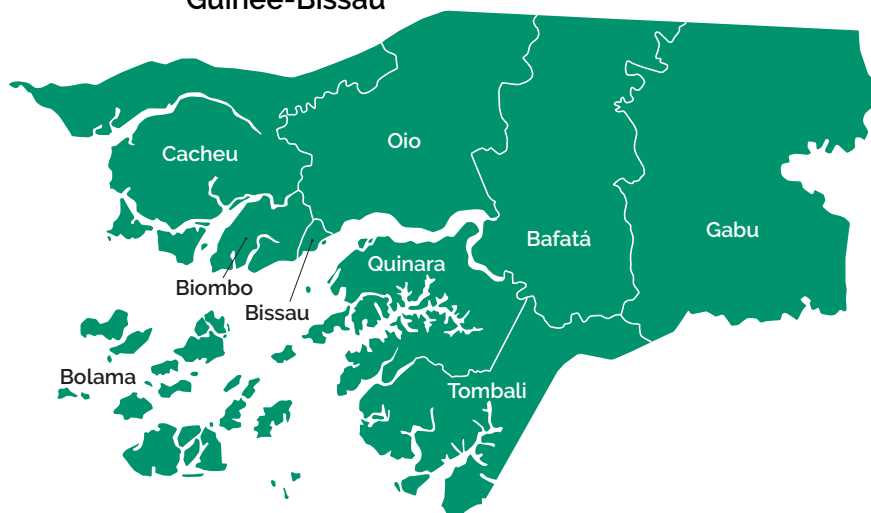
Introduction

Le présent rapport vise à donner un aperçu du système d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC) de la République de Guinée-Bissau.

Les renseignements ont été recueillis au moyen d'un questionnaire rempli par le ministère de la Justice, en novembre 2020, et complétés par un examen sur dossier des documents disponibles. Le rapport présente, entre autres, les éléments suivants :

- de l'information générale sur le pays;
- une sélection d'indicateurs pertinents pour les processus d'amélioration des systèmes ESEC;
- les activités des parties prenantes;
- les ressources disponibles et nécessaires pour renforcer les systèmes ESEC.

République de Guinée-Bissau



Avertissement : Les frontières, ainsi que les noms et désignations employés sur cette carte n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation de la part des Nations Unies.

Bref profil du pays

La République de Guinée-Bissau est un pays d'Afrique de l'Ouest qui borde le Sénégal au nord, la Guinée au sud-est et l'océan Atlantique à l'ouest. La Guinée-Bissau faisait autrefois partie du royaume de Kaabu ainsi que de l'empire du Mali. Certaines parties de ce royaume ont subsisté jusqu'au XVIII^e siècle, tandis que quelques autres étaient sous une certaine domination de l'empire portugais depuis le XVI^e siècle. Au XIX^e siècle, elle a été colonisée en tant que Guinée portugaise. Lors de l'indépendance, déclarée en 1973 et reconnue en 1974, le nom de sa capitale, Bissau, a été ajouté au nom du pays pour éviter toute confusion avec la Guinée (anciennement Guinée française).

La Guinée-Bissau est divisée en huit régions (*regiões*) et un secteur autonome (*sector autónomo*). Les régions sont Bafatá, Biombo, Bissau, Bolama, Cacheu, Gabu, Oio, Quinara et Tombali. Les régions

sont à leur tour subdivisées en 37 secteurs. La population est passée de 0,98 million d'habitants en 1990 à 1,2 million en 2000, à 1,52 million en 2010 et à 1,87 million en 2018.

- Superficie : 36 125 km²
- Population : 1 874 303 d'habitants, avec un taux de croissance annuel de 2,5 pour cent¹
- Capitale : Bissau
- Langue de travail officielle : Portugais
- Ministère responsable de l'état civil : Ministère de la Justice
- Organisme d'enregistrement des faits d'état civil : Direction nationale de l'identification, des registres d'état civil et des notaires
- Bureau national de la statistique : *Instituto Nacional de Estadística y Censos*, ou Institut national de statistique et de recensement



Ampleur des systèmes ESEC

Naissances

Exhaustivité de l'enregistrement des naissances ²	Non disponible
Enfants de moins de 5 ans dont la naissance a été déclarée comme ayant été enregistrée	46 % (2018) ³
Proportion des naissances avec l'assistance d'un professionnel de la santé qualifié	54 % (2018) ⁴
Pourcentage de femmes âgées de 15 à 49 ans qui ont reçu des soins prénataux par un prestataire de soins de santé qualifié	81 % (2019) ⁵
Taux de couverture vaccinale du DTC1 chez les enfants âgés d'un an ⁶	84 %
Taux brut de natalité (par 1 000 habitants)	34 (2020) ⁷
Taux de fécondité total (nombre de naissances vivantes par femme)	4,5 (2018) ⁸
Taux de fécondité chez les adolescentes (par 1 000 adolescentes âgées de 15 à 19 ans)	103 (2018) ⁹
Pourcentage de la population de moins de 15 ans	47 % (2018) ¹⁰
Accouchements en établissement – pourcentage d'accouchements dans un établissement de santé	50,4 % (2018) ¹¹

Décès

Exhaustivité de l'enregistrement des décès	Non disponible
Taux brut de mortalité (par 1 000 habitants)	7,9 (2020) ¹²
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes)	35 (2018) ¹³
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)	51 (2018) ¹⁴
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes)	667 (2019) ¹⁵

Mariages et divorces

Taux d'enregistrement des mariages	Non disponible
Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en couple avant l'âge de 15 ans	7 % (2018) ¹⁶
Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en couple avant l'âge de 18 ans	26 % (2018) ¹⁷
Taux d'enregistrement des divorces	Non disponible

Statistiques de l'état civil, y compris les données sur les causes de décès

Compilation et diffusion des statistiques de l'état civil fondées sur l'enregistrement	Non disponible
Causes de décès attestées par un médecin	Non disponible

Système d'enregistrement des faits d'état civil

Le ministère de la Justice est responsable de l'enregistrement des faits d'état civil en Guinée-Bissau. L'enregistrement des naissances est gratuit depuis 1976 et est gratuit jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge de 8 ans.

Cadre législatif

En Guinée-Bissau, l'enregistrement des faits d'état civil et les statistiques de l'état civil sont régis par les lois suivantes :

- Décret-Loi n° 47678/67 a été adoptée le 5 mai 1967 et a subi une légère modification en 1969;
- Décret n° 7/2010, 31 mai 2010;
- *Loi sur la nationalité n° 6/2010*, 21 juin 2010;
- Règlement sur la nationalité guinéenne, décret-loi n° 6/2011, 23 février 2011.

Actuellement, il existe un projet de révision du Code de l'enregistrement civil financé par le gouvernement portugais par l'intermédiaire de l'Institut de la coopération portugais et du système des Nations Unies. Le Code est actuellement examiné et fait l'objet de discussions à l'interne par des techniciens du ministère de la Justice. Une réunion technique sera prochainement convoquée avec la communauté juridique en vue de l'enrichir et de le valider techniquement. Ensuite, il sera approuvé par les organismes nationaux compétents.

Gestion, organisation et fonctionnement

Voici les ministères responsables de l'enregistrement des faits d'état civil et de l'identité :

- Ministère de la Justice;
- Ministère de la Santé;
- Ministère de la Santé (Institut national des statistiques).

L'actuel Code de l'enregistrement civil stipule l'obligation de communiquer, de déclarer et d'enregistrer les faits d'état civil. Cette obligation garantit les principes d'universalité, de continuité et de permanence des services, définit les fonctions et les compétences du personnel de l'état civil et prévoit la fonction statistique des faits d'état civil.

La loi couvre toutes les zones géographiques du pays, les citoyens et les réfugiés.

Mécanismes nationaux de coordination des systèmes ESEC

Les mécanismes de coordination à l'échelle nationale ont été officialisés. Un groupe de travail technique offre un forum pour les parties prenantes aux systèmes ESEC. L'instrument juridique pour la création du Groupe de travail technique est le *Décret-Loi n° 1/2011*, 2 février, qui institue le Plan national du Registre civil.

Voici la liste des membres du comité :

- Ministère de l'Économie;
- Ministère de l'Éducation;
- Ministère de la Santé;
- Ministère des Affaires internes;
- Ministère de la Justice;
- Ministère de l'Administration territoriale;
- Ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection sociale;
- Partenaires : UNICEF, PLAN International, Fonds des Nations Unies pour la population et le Centre pour l'amélioration technologique et la gouvernance électronique.

Centres d'enregistrement de niveau administratif

L'unité administrative la plus basse où l'on trouve des bureaux locaux d'enregistrement des faits d'état civil est la região ou zone administrative. Il y a un total de 74 centres d'état civil en Guinée-Bissau : 10 sont en zone urbaine et 64 sont en zone rurale.

Le pays compte 148 officiers de l'état civil, dont 31 sont postés dans les centres urbains et 117 dans les centres ruraux.

Accessibilité des services d'enregistrement des faits d'état civil

La distance moyenne à parcourir pour se rendre à un centre d'enregistrement des faits d'état civil est de plus de 10 km. La plupart des personnes se rendent à ces centres à pied, en bateau ou canot, ou en voiture.

Enregistrement des faits d'état civil

L'enregistrement des faits d'état civil est effectué sous l'égide du ministère de la Justice, par l'intermédiaire de la Direction de l'identification civile, des registres et des notaires, comme le prévoit le Code de l'enregistrement civil de 1967.

Les faits couverts par le système d'enregistrement des faits d'état civil sont énumérés au tableau 1 ci-dessous.

Tableau 1 : Faits couverts par le système d'état civil.

Fait d'état civil	Le fait est-il couvert?	Les définitions sont-elles harmonisées avec les définitions proposées par les Nations Unies?
Naissance vivante	Oui	S. O.
Décès	Oui	S. O.
Mariage	Oui	S. O.
Divorce	Oui	S. O.
Adoption	Oui	S. O.
Autre	Établissement de profils	S. O.

Le cadre juridique de l'**enregistrement des naissances** en Guinée-Bissau est stipulé dans le Code de l'enregistrement civil de 1967. Les parents, le médecin, un membre de la famille et le chef du village sont les déclarants obligatoires pour l'enregistrement des naissances.

Les conditions requises pour l'enregistrement des naissances sont les suivantes :

- Identification du parent de l'enfant;
- Présence des parents au moment de l'inscription;
- Déclaration de naissance de l'hôpital (pour obtenir la date de naissance);
- Carte de vaccination (pour obtenir la date de naissance si l'enfant n'est pas né à l'hôpital);
- Nom de l'enfant.

Les principaux éléments de données recueillis lors de l'enregistrement des naissances sont les suivants :

- **Enfant** : nom, sexe, date et lieu de naissance, et date d'enregistrement;
- **Mère de l'enfant** : nom de la mère, date de naissance ou âge, état civil;
- **Père de l'enfant** : Nom du père, date de naissance ou âge, état civil.

Un certificat de naissance est requis comme preuve d'identité. Les parents demandent le certificat descriptif complet lorsque l'enfant doit obtenir une carte d'identité ou un passeport.

La loi prévoit un délai de 30 jours pour l'enregistrement, mais les enfants peuvent être enregistrés jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de 7 ans. L'enregistrement est gratuit pour les enfants jusqu'à l'âge de 7 ans.

L'informateur légal mandaté pour enregistrer un **décès** est l'officier de l'état civil. Un délai de 24 heures est accordé pour l'enregistrement. La mort foetale n'est pas enregistrée.

Lors de l'inscription, aucuns frais ne sont payés, mais des pénalités sont appliquées en cas d'inscription tardive. Les déclarants sont tenus de présenter le certificat médical de décès délivré par le médecin, la carte d'identité du défunt, la date du décès et l'âge du défunt.

Voici les principaux éléments de données recueillis lors de l'enregistrement des décès :

- **Décédé** : nom, sexe, date de naissance ou âge, état civil, lieu de résidence habituelle, et lieu de résidence habituelle de la mère pour les décès de bébés de moins d'un an;
- **Décès** : date du décès, date d'enregistrement, lieu de l'événement, cause du décès, certificateur, type de lieu de l'événement (hôpital, domicile, etc.).

Un certificat de décès est requis pour réclamer une crémation ou une inhumation, ou réclamer des prestations d'aide sociale.

L'âge légal du **mariage** est de 18 ans pour les hommes et les femmes, ou de 16 ans pour les deux sexes avec le consentement des parents ou du tuteur légal. Il existe une obligation légale d'enregistrer les mariages; le mariage est enregistré au moment où il est célébré. Sur demande, l'acte de mariage peut être délivré le jour même de la célébration du mariage. Le lieu d'enregistrement est le bureau de l'état civil ou le lieu où le mariage est célébré.

Les conditions requises pour l'enregistrement des mariages sont les suivantes :

- Présence de l'époux au centre d'enregistrement des faits d'état civil;
- Présence de l'époux au moment de l'enregistrement;

- Preuve de résidence de l'époux;
- Preuve de résidence de l'épouse;
- Preuve de l'âge de l'épouse;
- Preuve de l'âge de l'époux;
- Présence du témoin du mariage;
- Procuration en cas d'absence de l'un des conjoints.

Au cours du processus de préparation du mariage, des certificats de naissance sont exigés pour prouver l'âge des futurs époux. Le certificat de capacité matrimoniale peut être exigé si l'un des conjoints se trouve à l'étranger ou n'a pas la nationalité bissau-guinéenne.

Dans le registre des mariages, les renseignements suivants sont recueillis sur les conjoints :

- **Les époux** : date de naissance ou âge de la mariée, lieu de résidence de la mariée, date de naissance du marié, schéma des biens des conjoints;
- **Mariage** : date de célébration, date d'enregistrement, lieu de célébration, lieu d'enregistrement.

Un certificat de mariage est également indispensable pour transférer ou séparer la propriété d'un terrain et pour être admissible à des prêts bancaires.

Frais d'enregistrement

L'enregistrement des faits d'état civil est gratuit. La loi prévoit un délai de 30 jours pour l'enregistrement, mais les enfants peuvent être inscrits gratuitement jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de 7 ans.

Les coûts d'enregistrement des faits d'état civil et de délivrance des certificats sont indiqués dans les tableaux 2 et 3.



Tableau 2 : Frais d'enregistrement des faits d'état civil.

Fait d'état civil	Frais de délivrance de certificat	Coût de la certification	Remarques
Naissance	Oui	De 8 à 13 ans : 5,84 \$ US 14 ans et plus : 13,35 \$ US	L'enregistrement des naissances des enfants est gratuit pour les enfants âgés de 0 à 7 ans.
Mariage	Oui	Certificat : 4,17 \$ US Attestation de résidence : 4,17 \$ US Processus de mariage : 12,85 \$ US	
Divorce	Non disponible		
Décès	Oui	Inscription (dans les 48 heures) : 3,33 \$ US Demande : 4,10 \$ US Reconnaissance : 0,41 \$ US Couverture de protection : 0,83 \$ US Certificat : 4,17 \$ US Inscription tardive (après 1 an) : 8,34 \$ US plus les frais de justice	

Tableau 3 : Frais de certification des faits d'état civil.

Fait d'état civil	Frais de délivrance de certificat	Coût de la certification	Remarques
Naissances	Oui	8 ans et plus : 5,84 \$ US 14 ans et plus : 13,35 \$ US	
Mariages	Oui	Certificat de mariage : 4,17 \$ US	
Divorces	Non disponible		
Décès	Oui	Inscription : 33 \$ US Demande : 4,1 \$ US Reconnaissance : 0,41 \$ US Couverture de protection : 0,83 \$ US Certificat : 4,17 \$ US Inscription tardive : 8,34 \$ US	

Arrière de naissances non enregistrées

L'arriéré estimé des naissances non enregistrées (celles qui ne sont pas enregistrées après un an) et l'arriéré estimé des événements vitaux n'ont pas été fournis.

Modèles de formulaires d'enregistrement

Les formulaires d'enregistrement sont traités manuellement (sur papier); tous les faits d'état civil sont directement enregistrés sur des formulaires non normalisés.

Système de statistiques de l'état civil

Statistiques de l'état civil

L'Institut national des statistiques, qui relève du ministère de la Planification économique et des Finances, est habilité par la *Loi n° 1/91 du 25 mars 1991*.¹⁸

L'Institut est chargé d'établir les statistiques de l'état civil en étroite collaboration avec les organismes suivants :

- Ministère de la Justice : Direction générale de l'identification civile, des registres et des notaires, responsable des politiques relatives à l'identité, aux registres et aux notaires, ainsi qu'à l'acquisition et à la perte de la nationalité;
- Ministère de la Santé : Par les structures de santé, notamment la médecine légale et l'Institut national de santé publique;
- Ministère de l'Administration territoriale : Par la mairie de Bissau et de l'administration locale, qui gère l'inhumation des corps dans les cimetières.

Les données de l'état civil sont traitées manuellement par les bureaux de l'état civil et envoyées aux conservatoires régionaux. Les conservatoires doivent compiler les données et les transmettre au directeur général de l'état civil. Les statistiques de l'état civil ne sont publiées par aucune autre entité gouvernementale. Le ministère de la Justice s'efforce de coopérer avec le ministère de l'Économie et des Finances (Institut national des statistiques) pour renforcer le partenariat entre les deux ministères en matière de statistiques de l'état civil; il en va de même avec le ministère de la Santé.

Cependant, en ce qui concerne l'enregistrement des mariages, les statistiques de l'état civil ne sont pas traitées par l'Institut national des statistiques, et aucune statistique n'est produite et publiée.

Portée et exhaustivité

L'enregistrement des faits d'état civil couvre tous les segments de la population et toutes les zones géographiques du pays. L'exhaustivité de l'enregistrement des faits d'état civil n'a pas été estimée.

Causes de décès

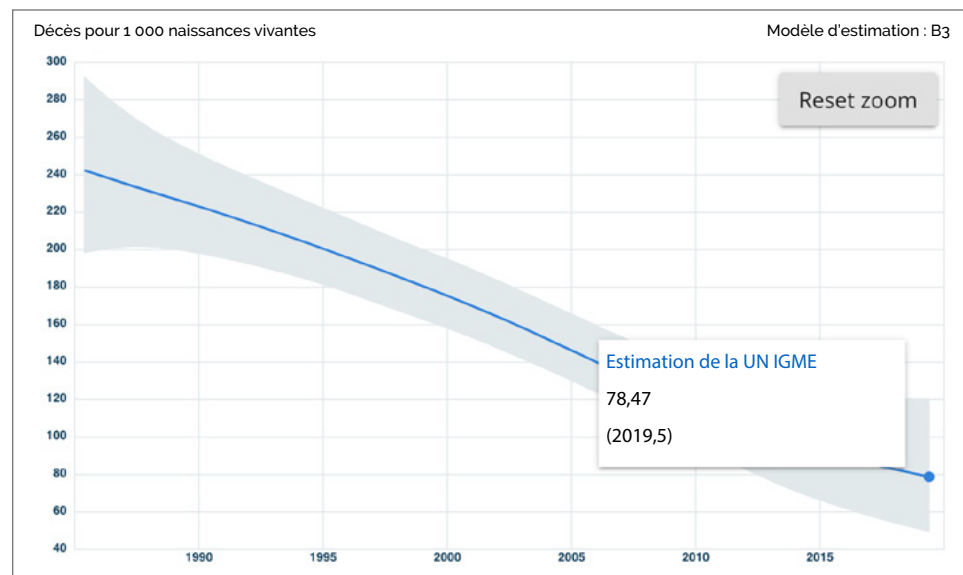
Tableau 4 : Renseignements sur les causes de décès recueillis par l'intermédiaire du système d'enregistrement des faits d'état civil.

Cause de décès	Les renseignements sur les causes de décès sont-ils recueillis par l'intermédiaire du système d'état civil?	Le certificat médical international normalisé de cause de décès est-il utilisé pour enregistrer les décès?
Décès dans les établissements de santé	Oui	Non disponible
Décès naturels dans les collectivités	Non	Non disponible
Décès non naturels dans les collectivités	Non	Non disponible

Pour les décès ne survenant pas dans les établissements, des outils ou des méthodes d'autopsie verbale sont utilisés pour recueillir des renseignements sur les causes de décès, lesquelles sont codées selon la version 10 de la Classification internationale des maladies (CIM-10).

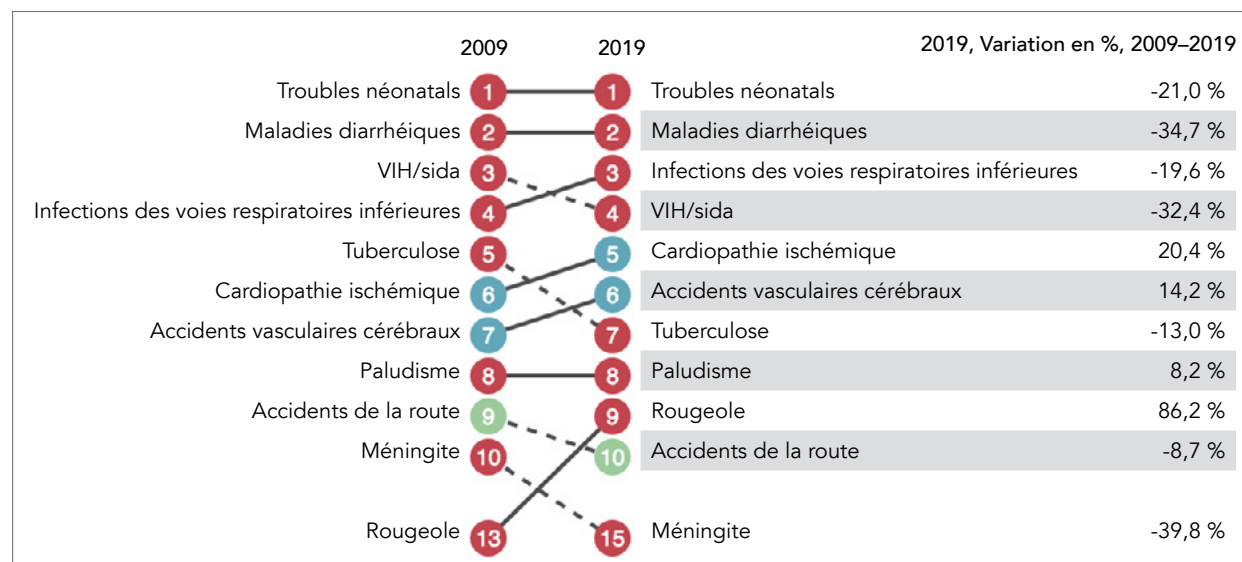
D'autres sources indiquent que les taux de mortalité des moins de 5 ans s'élevaient à 78,47 décès pour 1 000 naissances en 2019 (figure 1).¹⁹

Figure 1 : Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans.



Les données de santé fournissent les 10 principales causes de décès en Guinée-Bissau de 2009 à 2019 (Figure 2) :²⁰

Figure 2 : Les 10 principales causes de décès, 2009–2019.



Numérisation

Le Centre pour l'amélioration technologique et la gouvernance électronique (CEVATEGE), qui relève du ministère de la Présidence et du Conseil des ministres, soutient la numérisation de l'état civil. La gestion de l'identité est assurée par SEMLEX, une société internationale qui est sous la responsabilité du ministère de la Justice.

Informatisation

L'utilisation de l'ordinateur dans le système ESEC est décrite dans le tableau 5.

Tableau 5 : Utilisation de l'ordinateur pour l'enregistrement des faits d'état civil.

Centre	Les ordinateurs sont-ils utilisés pour enregistrer les faits d'état civil?
Bureaux d'enregistrement locaux dans tout le pays	Non
Centres urbains	Non
Établissements de santé	Non

Services d'enregistrement en ligne dans les établissements de santé

Aucune information n'a été fournie.

Application de la technologie mobile

Aucune information n'a été fournie.

Numéro d'identification unique

Aucune information n'a été fournie.

Numérisation des données historiques d'état civil

Aucune information n'a été fournie.

Lien avec le système d'identification

Le certificat d'identité d'une personne, qui contient les renseignements de son acte de naissance, est nécessaire pour créer la carte d'identité (ID).

Les Services d'identification nationale du ministère de la Justice sont responsables de la délivrance des cartes d'identité nationales. Le programme national d'identification a été introduit en 2013 pour atteindre de nouveaux niveaux de sécurité et prévenir la fraude et la contrefaçon. La nouvelle carte d'identité intégrée comprend un système civil d'identification automatique des empreintes digitales (AFIS) afin de réduire les risques de fraude interne, d'éliminer les doublons d'identité et de vérifier avec précision l'identité des titulaires légitimes.

Les demandeurs doivent établir leur identité en fournissant un certificat de naissance; ils remplissent ensuite un formulaire de demande d'inscription dans une station d'identification. Ensuite, les données d'identification du titulaire de la carte sont encodées, et un opérateur prend une photographie numérique et deux empreintes digitales. Les renseignements obtenus sont enregistrés et stockés dans une base de données centrale. La carte d'identité nationale contient le nom, la date de naissance, le numéro d'identité national, l'image faciale et une minutie de l'index gauche et de l'index droit intégrée à un code à barres 2D PDF 417.

Protection et confidentialité des données

La Guinée-Bissau n'a pas de législation concernant la protection des données personnelles.

Interaction avec les autres secteurs et activités

Aucune information n'a été fournie.

Initiatives d'amélioration et soutien externe

Plan d'amélioration et budget

Il existe un plan stratégique pour la Direction de l'identification civile, des registres et des notaires du ministère de la Justice, couvrant de 2019 à 2028.

Allocations et besoins budgétaires

Le budget total du plan stratégique quinquennal approuvé a été estimé à 10 699 231,75 \$ US.

Activités ciblées comme hautement prioritaires

Les activités d'ESEC jugées hautement prioritaires dans le plan stratégique chiffré sont énumérées au tableau 6.

Tableau 6 : Activités hautement prioritaires manquant de financement dans le plan national.

Secteurs prioritaires du plan stratégique dont le financement est insuffisant ²¹	Coût estimatif (en \$ US)	Allocation prévue du gouvernement	Écarts budgétaires prévus	Remarques
Révision du Code de l'enregistrement civil et amélioration des aspects institutionnels et organisationnels	74 171,11	0	0	Des initiatives ont déjà été prises par l'UNICEF pour financer des réunions techniques afin de discuter de la nouvelle proposition de Code de l'enregistrement civil. Toutefois, le processus est loin d'être achevé. Les activités suivantes sont également prévues : <ul style="list-style-type: none"> • Réunions avec la communauté juridique • Discussion technique • Revue des articles • Édition et impression
Renforcement du système (ressources et infrastructures physiques)	2 170 729,00	0	0	Grâce au financement du Fonds pour la consolidation de la paix, quatre services d'état civil ont été réhabilités dans quatre régions.
Amélioration de l'accès et de la qualité des services de l'état civil	3 203 097,56	0	0	Avec l'appui de l'UNICEF, 26 services d'enregistrement sont en activité dans les hôpitaux en vue de garantir l'accès au registre d'enregistrement. Cependant, davantage de services sont nécessaires pour garantir le droit à l'identité de tous les enfants dès la naissance. La mobilisation sociale est encouragée. L'enregistrement des naissances d'enfants âgés de 0 à 7 ans dans les communautés est financé Plan International, le HCNUR, le Fonds de consolidation de la paix, la FEC et l'UNICEF.

Secteurs prioritaires du plan stratégique dont le financement est insuffisant ²¹	Coût estimatif (en \$ US)	Allocation prévue du gouvernement	Écarts budgétaires prévus	Remarques
Mise en place d'un système de production de statistiques d'état civil fiables et de qualité	1 437 216,29	0	0	Un partenariat officiel a été établi entre le ministère de la Justice et le ministère de l'Économie (Institut national des statistiques) afin de renforcer la collecte, la compilation et le traitement continus des données d'état civil.
Informatisation du système d'enregistrement des faits d'état civil	3 563 623,42	0	0	
Renforcement de la coordination, du suivi et de l'évaluation du système	250 394,37	0	0	Au cours des quatre dernières années, l'UNICEF a assuré le financement et la continuité des réunions de coordination du Comité national sur l'enregistrement des faits d'état civil.
10 699 231,75				

Parmi les priorités à venir dans le cycle de planification du pays ou du Bureau de l'état civil, on peut citer :

- Réviser le Code de l'enregistrement civil, en l'harmonisant aux normes internationales et en favorisant sa modernisation;
- Renforcer la capacité du système en termes de ressources et d'infrastructures physiques;
- Améliorer l'accès et la qualité des services d'état civil;
- Mettre en place un système de production de statistiques d'état civil fiable et de qualité;
- Numériser le système d'enregistrement des faits d'état civil;
- Renforcer la coordination, le suivi et l'évaluation du système;

- Améliorer le système de promotion et de communication pour accroître la demande de services;
- Recruter et fournir des renseignements continus sur l'état civil.

La République de Guinée-Bissau souhaiterait parvenir à une coordination plus efficace entre les principales parties prenantes nationales en mettant en commun les efforts des acteurs impliqués dans le système d'état civil.

Soutien des partenaires du développement

Les partenaires de développement qui ont apporté leur soutien à l'initiative d'amélioration des systèmes ESEC de la République de Guinée-Bissau sont énumérés au tableau 7.



Tableau 7 : Soutien des partenaires de développement.

Organisations internationales, organisations non gouvernementales et partenaires	Mandat
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)	Promouvoir les droits de l'enfant et assurer son bien-être physique, psychologique et mental; soutenir la réforme législative et la coordination des activités liées à l'ESEC.
Union européenne	Favoriser la stabilité, promouvoir les droits de l'homme et la démocratie, contribuer à la prospérité et soutenir l'État de droit et la bonne gouvernance.
Fonds de consolidation de la paix	Soutenir la paix et le dialogue politique, la résolution des conflits, la revitalisation de l'économie et le rétablissement des services administratifs essentiels.
Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	Protéger toutes les personnes qui, lorsqu'elles sont persécutées, sont obligées de fuir leur lieu d'origine pour sauvegarder leur vie, leur sécurité et leur liberté.
Plan International	Promouvoir des améliorations durables de la qualité de vie des enfants défavorisés dans les pays en développement grâce à des processus qui unissent des personnes de cultures différentes et donnent un sens et une valeur ajoutée à leur vie.
FEC	Agir pour un large réseau de dialogue, de mobilisation, de coopération et de sensibilisation entre les personnes, les communautés et les églises.



Conclusion

La République de Guinée-Bissau a lancé et élaboré une Stratégie nationale d'état civil et de production de statistiques d'état civil avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers, avec pour mission de restructurer et moderniser le système d'état civil du pays.

Il s'agit d'un large plan concerté visant à faire du registre d'état civil guinéen une source crédible d'identification des citoyens. L'objectif est de garantir le respect des droits et des devoirs civiques, la protection et la confidentialité des données personnelles, la planification des mesures de protection et d'assistance sociales, ainsi que l'élaboration de politiques et de programmes à partir des statistiques générées par le système.

Le nouveau système d'enregistrement des faits d'état civil vise à :

- surmonter les principaux problèmes et blocages existants;
- garantir l'enregistrement de tous les événements civils et la délivrance de documents;
- fournir une base sûre de production de statistiques de l'état civil en tant qu'information fiable, crédible, actualisée et utile pour la bonne gouvernance et pour la définition des politiques et programmes de développement à tous les niveaux.

La nouvelle proposition sera mise en œuvre par un premier plan d'action pour une période de cinq ans (2019–2023). Il sera suivi d'un second plan d'action, dûment ajusté sur la base du précédent, pour une nouvelle période de cinq ans (2024–2028).

La République de Guinée-Bissau a fait de grands progrès dans l'amélioration de son système ESEC. Parmi les réalisations notables, citons :

- Le recrutement de nouveaux médecins légistes pour certifier les causes des décès survenus en dehors des établissements de santé;
- La définition des allocations budgétaires du budget de l'État pour produire des statistiques vitales et les causes de décès;
- La formation d'agents de santé communautaires sur le formulaire d'autopsie verbale et son utilisation;
- L'augmentation du salaire des techniciens impliqués dans la production des statistiques de l'état civil, travaillant au siège de l'Institut national des statistiques, ainsi que dans les directions régionales du plan et des statistiques;
- La formation du personnel de la santé, notamment de l'Institut national de santé publique de Guinée-Bissau (INASA), à l'utilisation de la Classification internationale des maladies (CIM) pour le codage des causes de décès;
- L'élaboration d'un document méthodologique pour la production de statistiques d'état civil qui définit le concept d'événements vitaux, le niveau de compilation des données, le contrôle de la qualité des données, la numérisation, le traitement et la production des statistiques d'état civil, la sécurité des données et la confidentialité.



Ressources

Sites web

Organisation mondiale de la Santé (OMS) –
Guinea-Bissau : who.int/countries/gnb

Portail de la République de Guinée-Bissau :
gov.gw

UNICEF – Guinea-Bissau :
data.unicef.org/crvs/guinea-bissau

Documents supplémentaires

Civil Code of Registry of 1967 : data.unicef.org/wp-content/uploads/2017/12/codigo_civil_guine_bissau_e_legisl_complementar.pdf

Notes

- 1 Banque mondiale. s.d. Country Profile: Guinea-Bissau. databank.worldbank.org/views/reports/reportwidget.aspx?Report_Name=CountryProfile&Id=b450fd57&tbar=y&dd=y&inf=n&zm=n&country=GNB
- 2 Par exhaustivité de l'enregistrement des naissances et des décès, on entend le nombre réel de naissances ou de décès enregistrés divisé par le nombre estimatif de naissances ou de décès dans un pays ou une région en particulier, à l'intérieur d'une période de temps spécifiée, habituellement une année. Pour en savoir plus, consulter la CEA, la CESAP et Statistics Norway. 2016.
- 3 Rapports d'UNICEF. s.d. Country profiles: Guinea-Bissau. data.unicef.org/country/gnb/#
- 4 Ibid.
- 5 Ibid.
- 6 DTC1 : Nouveau-nés survivants ayant reçu le premier vaccin contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche (DTC).
- 7 Knoema. 2020. World Data Atlas: Guinea-Bissau – Crude Birth Rate. knoema.com/atlas/Guinea-Bissau/Birth-rate#:~:text=Guinea%20Bissau%20%2D%20Crude%20birth%20rate&text=In%202020%2C%20birth%20rate%20for,per%201%2C000%20people%20in%202020
- 8 Rapport de la Banque mondiale. Guinea-Bissau. data.worldbank.org/country/guinea-bissau?view=chart
- 9 Ibid.
- 10 UNICEF. 2018. MICS Guinea-Bissau. mics.unicef.org/surveys
- 11 Ibid.
- 12 Index Mundi. 2020. Guinea-Bissau Death Rate. indexmundi.com/guinea-bissau/death_rate.html#:~:text=Death%20rate%3A,known%20as%20crude%20death%20rate
- 13 UNICEF. 2018.
- 14 Ibid.
- 15 Rapports d'UNICEF. s.d. Country profiles: Guinea-Bissau.
- 16 UNICEF. 2018.
- 17 Ibid.
- 18 Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique – Centre africain pour la statistique. s.d. Country Profile: Guinea-Bissau. ecastats.uneca.org/acsweb/omss/Home/Countryprofiles/GuineaBissau.aspx
- 19 Groupe interinstitutions des Nations Unies pour l'estimation de la mortalité infantile. Guinea-Bissau: Under-5 Mortality Rate – Total.
- 20 Institute for Health Metrics and Evaluation. 2019. Guinea-Bissau. healthdata.org/guinea-bissau
- 21 Les priorités de premier plan devraient être déterminées dans l'évaluation menant à la préparation du plan stratégique. Les priorités peuvent varier d'un pays à l'autre. De façon générale, on pourrait donner comme exemple la défense des droits, la mise à jour du cadre juridique, l'amélioration de la couverture de l'enregistrement, l'amélioration de la qualité des registres, le renforcement de la coordination entre les principales parties prenantes, la production de statistiques de l'état civil (notamment les causes de décès), l'introduction de la technologie et l'élimination de l'arriéré dans l'enregistrement des naissances.



LE CENTRE D'EXCELLENCE
sur les systèmes ESEC

CENTRE OF EXCELLENCE
for CRVS Systems

www.systemesESEC.ca



Affaires mondiales
Canada

Global Affairs
Canada



IDRC • CRDI

International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

Nous Soutenons le



MÉCANISME DE
FINANCEMENT
MONDIAL

Canada